

**DEVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE INSTITUTIONNELLE
SUR LE VIH/SIDA : EXPERIENCE DU CENTRE DE FORMATION
PEDAGOGIQUE DE HIGHRIDGE**

par

Margaret Achieng Ojuando

Directrice
Centre de formation Pédagogique de Highridge
Kenya

Etude élaborée pour une Conférence Régionale sur la Formation sur le thème
Améliorer l'Enseignement Supérieur en Afrique Subsaharienne : Les solutions efficaces!

Accra, 23-25 septembre 2003

Le soutien financier et matériel pour la présente activité de formation a été généreusement fourni par le Groupe de Travail de l'ADEA sur l'Enseignement Supérieur, l'Association des Universités africaines, l'Agence Universitaire de la Francophonie, la Carnegie Corporation de New York, le Conseil National de l'Enseignement Supérieur du Ghana, le Gouvernement des Pays-Bas, le Réseau International pour l'Accès à l'Information Scientifique, le Fonds Fiduciaire norvégien pour l'Éducation, et la Banque mondiale.

DEVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE INSTITUTIONNELLE SUR LE VIH/SIDA : L'EXPERIENCE DU CENTRE DE FORMATION PEDAGOGIQUE DE HIGHRIDGE

Margaret Achieng Ojuando

INTRODUCTION

Il existe au Kenya vingt et un (21) établissements de formation d'instituteurs régionalement répartis, et recevant entre 8400 et 8600 stagiaires chaque année. Plus de 90% des étudiants ont entre 18 et 30 ans d'âge. La haute prévalence du VIH/SIDA est connue pour être dans la tranche d'âge de 18-24 ans. Si le Centre pédagogique de Highridge échoue dans sa mission d'influencer le changement de comportement au sein de ces groupes vulnérables dans lesquels le gouvernement et les parents ont lourdement investi, et si l'éducation doit être perdue à cause de cette maladie destructrice, alors il y aurait des difficultés pour trouver assez d'enseignants pour les écoles primaires.

En 1999, 21 ans après les premiers cas d'infection de VIH/SIDA recensés au Kenya, un nombre approximatif de 2,1 millions d'adultes et d'enfants vivent avec le VIH/SIDA. Le Président du Kenya d'alors, M. Daniel T. Arap Moi disait :

“Le SIDA n'est pas seulement un danger terrible qui menace notre développement économique et social, mais il est un danger réel pour notre existence même. Le SIDA a réduit de nombreuses familles à l'état de mendiants..... Il n'existe au Kenya aucune famille qui n'ait été touchée par la souffrance ou la mort causée par le SIDA.... la véritable solution contre la propagation du SIDA se trouve en chacun de nous.”¹

En 2000, le Conseil National pour la Prévention du SIDA a fait état de 13,5% de taux de prévalence adulte au Kenya contre 13,1% en 1999. Ce taux est plus élevé en milieu urbain avec un pourcentage de 17-18%.² 80 à 90% de personnes infectées par le VIH au Kenya se retrouvent parmi les jeunes de 15-29 ans et 5% chez les enfants de moins de 5 ans.

Les Plans Stratégiques Nationaux et autres documents clés des programmes contre le VIH/SIDA doivent refléter un accent particulier sur les jeunes. Le Ministère de l'Education, des Sciences et de la Technologie, (MOEST) entre autres secteurs, doit augmenter ses interventions si le Kenya veut arriver à une baisse significative du taux de prévalence du VIH/SIDA chez les jeunes, et augmenter substantiellement l'accès des groupes d'âge vulnérables à l'information, l'éducation et autres les services en rapport avec le VIH/SIDA.

Au Kenya, le secteur de l'éducation est le plus grand employeur de ceux qui ont fait des études de haut niveau et qui ont des aptitudes professionnelles; par ailleurs, au-delà des fonctions de transmission de connaissances et de compétences, les enseignants soutiennent un grand nombre de dépendants. Un taux élevé de décès dus au VIH ou SIDA parmi eux affecte la performance de l'institution parce qu'il entraîne une perturbation des activités scolaires. Le VIH/SIDA a affecté et continuera d'affecter de nombreux d'étudiants puisque des milliers sont obligés d'abandonner l'école à cause de la pauvreté ou du besoin de s'occuper de leurs parents malades.

¹ Déclaration faite au parlement par l'ancien Président du Kenya, S.E. Daniel Arap Moi, quand il déclarait, en novembre 1999, le VIH/SIDA un désastre national.

² Daily Nation Newspaper. May 18,2003, “AIDS Therapy: The Real Challenges.” Nation Media Group.

LE CENTRE DE FORMATION PEDAGOGIQUE

Le Centre de Formation Pédagogique (HTC) situé dans la ville de Nairobi est une institution publique sous la tutelle du Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie. C'est une institution d'enseignement supérieur qui offre une formation à demeure aux instituteurs. La mission du Centre est d'assurer un environnement convenable pour la formation d'un enseignant très compétent, professionnel et innovateur, qui a un comportement exemplaire dans la société.

Le Centre de formation offre un programme de formation de deux années commun à tout le pays et sanctionné par un diplôme. L'inscription est de 250 en première ainsi qu'en deuxième année. L'âge des étudiants varie entre 18 et 41ans ; plus de 89% ont entre 18 et 25 ans ; 22% ont entre 26 et 30 ans et 8,3% ont entre 31 et 41 ans. Les deux-tiers des étudiants sont du sexe féminin, 35,6 % d'entre eux sont dans la tranche d'âge aux taux de prévalence VIH élevés, celle de 18-24 ans. Le Centre de formation compte 24 stagiaires malvoyants , 12 femmes et 12 hommes, au sein des groupes d'âge de 21 à 25 et 26 à 30 ans.

POURQUOI LE CENTRE DE HIGHRIDGE A-T-IL DEVELOPPE UNE POLITIQUE INSTITUTIONNELLE SUR LE VIH/SIDA ?

En 2000 le Centre de Highridge a reconnu l'ampleur de la menace du VIH/SIDA au Kenya. Le Centre de Formation s'est senti interpellé en tant qu'institution d'enseignement supérieur recevant des jeunes instituteurs stagiaires de toutes les régions du Kenya, pour ouvrir un débat sur la question du VIH/SIDA et essayer d'apporter des solutions à la menace que pose la pandémie à l'offre d'instituteurs formés aux écoles primaires et à leur maintien dans l'enseignement. Le Centre de Formation a reconnu les rôles de premier plan joué par le gouvernement, les Organisations non-Gouvernementales (ONG) et le secteur privé, et espère avoir aussi un rôle à jouer en encourageant le changement de comportement parmi les étudiants, les enseignants et la communauté du Centre, afin d'avoir un plus grand impact sur l'atténuation de la pandémie.

En septembre 2000, le Centre de Highridge a démarré son Programme de Sensibilisation sur le VIH/SIDA ; un programme à but non lucratif du Centre pour faire face au fléau. Le programme permet aux instituteurs stagiaires d'avoir la connaissance, les attitudes, les compétences et l'appréciation qui peuvent influencer sur le changement de comportement et par la suite permettre aux stagiaires d'enseigner à propos du VIH/SIDA dans les écoles et dans la communauté. Le programme fournit un forum de professeurs pour un partage d'idées entre eux et avec les étudiants; son objectif est le changement de comportement au sein des jeunes instituteurs stagiaires en luttant fortement contre les vices moraux qui constituent un terrain fertile pour les MST et le VIH/SIDA.

Les activités du Programme de Sensibilisation sur le VIH/SIDA de Highridge comportent la participation à des forums libres de discussions sur le VIH et de partage d'information sur le SIDA, la sexualité, l'abus des drogues, la discrimination, la stigmatisation et les questions de santé entre le personnel et un groupe d'âge enclin à l'infection. Le Centre de formation s'est rendu compte du besoin d'intervenir au lieu d'attendre que le problème se manifeste. Les stagiaires considèrent les leçons sur le VIH/SIDA comme partie intégrante de l'acquisition de la connaissance et de la sensibilisation. L'organisation de séminaires et d'ateliers pour le personnel et les étudiants est entreprise. Toutes ces activités nécessitent un soutien.

Le Centre de Formation, pour ce faire, a décidé de développer sa politique institutionnelle en vue de renforcer les activités en cours du Programme de Sensibilisation de Highridge parce que cela lui permettra ainsi d'être mieux placé pour :

- Planifier et donner la priorité à ses programmes
- Elaborer des activités préventives et de contrôle
- Faire la collecte d'informations et en assurer le suivi
- Mettre en œuvre des interventions efficaces
- Surveiller et évaluer l'impact de la diminution du fléau
- Trouver des financements et ressources aux niveaux interne et externe et
- Collaborer avec les partenaires

Un document de politique institutionnelle donne une légitimité aux décisions internes prises et aux actions entreprises dans le processus de la prévention et de la défense.

Développer et mettre en œuvre une Politique institutionnelle sur le VIH/SIDA pour le Centre de Formation de Highridge a fait accroître la prise de conscience et la connaissance du VIH et du SIDA et l'impact possible de la pandémie sur l'institution en particulier et le pays en général. Cela a prouvé le bien fondé de la position du Centre de Formation, sa préoccupation et son engagement dans la prise de mesures actives pour gérer, prévenir et contenir le fléau.

POURQUOI DONNER LA PRIORITE AU VIH/SIDA ?

Les problèmes du Centre Highridge sont distincts et stimulants ; mais il s'est engagé à faire du VIH/SIDA sa priorité parce que cela fait aussi partie de la solution aux divers problèmes du Centre et du pays.

L'un des nombreux problèmes est le taux d'absentéisme au niveau des étudiants et du personnel. Entre janvier et mars 2002, 69% des étudiants étaient absents à différents moments à cause des problèmes de frais de formation et 52% pour cause de maladie. Parmi les étudiants ayant des problèmes de frais de formation, on dénombre 45% qui sont aussi malades ; et 83% dont des membres de la famille proche étaient malades, étaient aussi absents pour des problèmes de frais de formation.³ Aucun des étudiants n'a indiqué la nature de sa maladie ou celle des membres de leur famille. Un nombre significatif de membres du personnel ont aussi bénéficié de congés exceptionnels pour assister aux funérailles de membres de leur famille proche.

L'absentéisme a effectivement un impact sur la performance du personnel et sur les résultats académiques des étudiants et donc, sur la qualité du diplôme de stagiaire parce qu'une grande part du contenu des cours a été manquée, l'acquisition de la connaissance, les compétences, attitudes et valeurs sur lesquelles le Centre a tant insisté sont perdues.

L'absentéisme des étudiants du à la maladie ou aux problèmes financiers a entraîné pour le Centre, une baisse de croissance et de productivité. Le Centre est devenu très endetté auprès des fournisseurs; l'unité de santé ne pouvait plus fournir les médicaments adéquats et nécessaires aux étudiants et au personnel. Le Centre de Formation ne pouvait plus entretenir les infrastructures institutionnelles, par exemple les résidences universitaires, les installations sanitaires, de cuisine et les salles à manger, et les salles de classe. La qualité de la formation a été gravement affectée.

³ Ecole Normale de Highridge 2002. Taux d'absentéisme et de maladie. De janvier à mars 2002.

Les infrastructures de santé du Centre de Highridge manquent d'espace, de ressources humaines et de médicaments. L'enquête de base réalisée en juillet/août 2002 indique que 66,9% des étudiants ont confirmé l'incapacité de cette unité pour l'approvisionnement médical. Aucun étudiant n'a indiqué qu'il est allé à l'unité de santé pour un traitement de MST bien que l'infirmière ait enregistré des cas de traitement d'infections MST. La majorité des cas traités était des étudiantes. Le manque d'intimité du à son emplacement et donc sans doute, le manque de confidentialité a entraîné un sentiment d'insatisfaction concernant les services au niveau de l'unité de santé. Les efforts du Centre de Formation de fournir des interventions satisfaisante de santé sont entravés par les contraintes financières.

Les professeurs manquent d'informations pertinentes et précises sur la prévention du VIH/SIDA en tant que maladie destructrice. Ils doivent disposer de la connaissance appropriée et des compétences, d'abord pour leur propre protection contre la maladie et ensuite pour transmettre aux stagiaires qui, par effet multiplicateur, transmettront les mêmes principes à leurs élèves. Le Centre de Highridge a pour responsabilité d'organiser et d'assurer la fourniture de ces interventions parce que l'institution reçoit le groupe d'âge et le vulnérables.

La gratuité de l'enseignement primaire a entraîné une augmentation des inscriptions des enfants dans les écoles primaires publiques de 5,8 millions à 7,3 millions.⁴ Il y a donc dans le pays un besoin d'enseignants formés supplémentaires pour faciliter la mise en œuvre par le gouvernement du système de gratuité lancé en janvier 2003. La gratuité de l'enseignement primaire (FPE) introduira plus de personnes du groupe d'âge vulnérable dans le Centre de Formation, ce qui justifie la priorité donnée au VIH/SIDA.

Les programmes de formation des instituteurs répondent aux questions émergentes qui comprennent le VIH/SIDA, la drogue et l'abus des stupéfiants, les droits des enfants, les droits des personnes handicapées, les responsabilités morales et sociales. La base des connaissances et des informations des professeurs doit donc être abordée de manière que les stagiaires puissent en bénéficier et avoir un impact sur les élèves dont ils auront la charge dans les classes. Le Centre de Formation admet plus d'étudiantes en application des politiques de genre. Soixante quinze (75) pour cent des étudiants aussi bien que le corps enseignant sont des femmes. Le Centre de Formation compte aussi des malvoyantes étudiantes. C'est une grande responsabilité pour le Centre de Highridge de doter les femmes de connaissances, d'informations, de compétences et d'attitudes correctes sur le VIH/SIDA.

“A long terme, la bonne qualité du programme “Education pour Tous” contribuera au bien-être économique et aux changements socioculturels tels que l'autonomie et la prise de décision”.⁵ des femmes.

COMMENT DEVELOPPER UNE POLITIQUE INSTITUTIONNELLE SUR LE VIH/SIDA ?

Le défi ADEA/WGHE au Centre de Formation Pédagogique Highridge

En janvier 2002, le Groupe de Travail sur l'enseignement supérieur (WGHE) qui fonctionne au sein de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA) a interpellé le Centre de Highridge pour la présentation d'une requête de financement pour le développement d'une politique institutionnelle sur le VIH/SIDA.

⁴ Government of Kenya. February 2003. *Report of the Task Force on Implementation of Free Primary Education*, Republic of Kenya. Jomo Kenyatta Foundation, 2003.

⁵ UNAIDS. Education and HIV/AIDS. Modelling the impact of HIV/AIDS on Education Systems. A Training Manual.

Alice Sena Lamptey, Coordinatrice de ADEA/WGHE, est allée au Kenya en juillet et a visité le Centre de Formation Pédagogique de Highridge avec la bonne nouvelle que notre requête a été approuvée et que le Centre de Formation a reçu une aide de 10.000 \$US pour développer une politique institutionnelle sur le VIH/SIDA.

Le Centre de Formation a apprécié le financement de l'ADEA/WGHE à sa juste valeur parce que la présence d'une Politique institutionnelle sur le VIH/SIDA allait améliorer et renforcer les nombreuses activités que le Centre de Formation avait déjà entreprises et mises en œuvre.

Créer un Environnement pour le développement de la Politique

Le Centre de Formation a déjà en place son Programme de sensibilisation sur le VIH/SIDA (HASP) qui a été élaboré en septembre 2000 par l'administration du Centre avec comme objectif principal d'aller vers les étudiants et le personnel qui sont infectés, affectés ou stigmatisés par le VIH ou le SIDA. Le groupe cible était généralement la communauté du Centre de Formation ; mais il était aussi nécessaire d'y inclure les résidents, les ouvriers, les chauffeurs et les gardiens employés dans le voisinage du Centre de Formation qui seront informés par des affiches collées, stratégiquement, dans les environs du Centre. La communauté est aussi impliquée aussi à travers sa participation à des forums organisés.

Le Programme de sensibilisation sur le VIH/SIDA, (HASP) a apprécié le fait que les étudiants du Centre de Formation ne vivent pas sur une île ; mais font partie de la plus grande communauté à l'intérieur ou en dehors de l'institution d'où la nécessité d'intégrer le reste de la société dans le Programme de sensibilisation, sur le VIH/SIDA (HASP). Les enseignants du Centre de Formation exécutent les programmes sur une base de volontariat. L'infirmière du Centre et la restauratrice participent en tant que membres clés au programme.

Au début de son élaboration, le Programme (HASP) s'est concentré sur les forums sur les VIH/SIDA comme moyen de sensibilisation parce qu'il n'avait pas conçu des modules d'intervention. Il était nécessaire d'agir ainsi pour une mise en œuvre efficace de ses buts et objectifs, et donc pour la nécessité d'initier une politique pour légitimer les activités de sa politique.

Le comité directeur du Centre de Formation a constitué une branche technique du Programme de sensibilisation sur le VIH/SIDA de Highridge (HASP). Les membres en sont le Directeur, l'adjoint au Directeur, le Doyen des cours et le Doyen des étudiants, deux représentants des chefs de département, deux professeurs, l'infirmière du Centre et la restauratrice. Le Comité gère et coordonne les programmes du Centre et est responsable de la mise en œuvre de ses politiques au sein du Programme de sensibilisation sur le VIH/SIDA de Highridge (HASP).

Le Comité aide à l'organisation des ateliers, séminaires, forums et réseaux de sensibilisation externes du Programme de sensibilisation sur le VIH/SIDA (HASP). Les membres du Comité peuvent participer à ces forums par représentation et sont informés durant les réunions du Comité des avancées des programmes HASP. Le soutien aux activités du Programme HASP provient des différentes structures administratives du Centre et le Comité est sur le terrain pour superviser, prodiguer des conseils et aider à intégrer le projet dans les activités de routine.

Avec le financement de l'ADEA/WGHE, le Centre a été en mesure de démarrer le processus de développement de sa politique institutionnelle sur le VIH/SIDA.

Sensibilisation sur l'importance d'une politique institutionnelle sur le VIH/SIDA et Enquête de base

Le Comité sur le VIH/SIDA a reçu de l'assistance à travers une consultation pour entreprendre une enquête confidentielle de base dans les mois de juillet/août 2002, juste avant la pause de fin de semestre du Centre. L'idée de l'enquête était d'établir l'étendue des problèmes du VIH/SIDA dans le Centre, de définir les activités spécifiques à entreprendre pour faire face aux problèmes et obtenir des indicateurs clés pour surveiller la performance à venir.

L'enquête a été basée sur les caractéristiques démographiques, la connaissance du VIH/SIDA et des MST, l'attitude envers ceux qui vivent avec le SIDA, les conseils, la perception de l'impact du SIDA sur l'institution, l'accès aux soins de santé, les structures d'information et d'éducation, la politique proposée pour le VIH/SIDA, la prévention et les programmes de soins et l'intégration du VIH/SIDA dans les programmes d'enseignement du Centre de Formation.

Les personnes interrogées remplissent des formulaires mais ne mettent pas leur nom ; ceci pour encourager l'exactitude des informations et garantir l'intimité. L'enquête a ciblé tout le personnel, les étudiants et les membres des environs du Centre. Malheureusement, elle a été initiée à une période où les examens de fin de semestre étaient en cours et malgré les efforts pour faire participer tous les étudiants, la plupart d'entre eux se sont consacrés à leurs examens et n'ont pu remplir les questionnaires. Un total de 125 étudiants (26% du total) et 29 membres du personnel (31% du total) y ont participé. La majorité du personnel enseignant a répondu aux questionnaires.

Avant d'administrer les questionnaires, il était nécessaire d'avoir plusieurs réunions brèves avec les étudiants pour les sensibiliser sur la nécessité de développer une politique institutionnelle sur le VIH/SIDA et l'importance de répondre aux questionnaires, ce qui n'est pas une activité courante pour la majorité d'entre eux.

Les résultats de l'enquête ont formé la base pour Highridge d'avoir une politique institutionnelle sur le VIH/SIDA.

Ateliers et séminaires

Le processus de formulation d'une politique de Highridge était en lui-même très instructif parce que les participants venaient d'une large couche de la société dans le but de rendre le document global. Des ressources ont été tirées des secteurs du Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie (MOEST), du Ministère de la Santé (MOH) et des médecins, des secteurs juridiques, de l'Union Nationale des Enseignants du Kenya (KNUT), l'Association des Personnes Vivant avec le SIDA (PLWA), les groupes religieux, les ONGs, **BOG**, les professeurs, le personnel non-enseignant, le corps des étudiants (STUBO) qui est le plus représenté et la communauté expérience au Centre.

Les ateliers et les séminaires étaient des forums de plaidoirie pour de nombreuses raisons. Les participants étaient de professions diverses et étaient des personnes crédibles. Ils ont fourni un point de ralliement pour les décisions et les actions ; ils ont aidé à définir les problèmes et les solutions consensuelles. Ils avaient l'autorité pour amener d'autres personnes à faire ce qui est nécessaire, organiser les communautés et les groupes pour des réponses efficaces à la pandémie et aider à mobiliser et distribuer les ressources internes et externes. La participation du Conseil a facilité l'approbation du projet de politique.

Les ateliers et les séminaires étaient participatifs dans leur nature et ont créé des partenariats et des réseaux pour une mise en œuvre efficace de la politique.

DIFFICULTES RENCONTREES ET SURMONTEES

L'une des difficultés rencontrées au cours de l'enquête sur l'évaluation des besoins de base est qu'un certain nombre d'étudiants n'étaient pas disposés à participer à l'enquête. Beaucoup se sentaient mal à l'aise quand il fallait discuter ou traiter des questions concernant le VIH/SIDA. La difficulté était très préoccupante parce que la libre discussion et le partage de connaissances et d'informations sur le VIH/SIDA est un objectif significatif du Programme HASP. Cette réticence était un indicateur pertinent pour le Programme et le Comité et il fallait y faire face.

Le Comité et les Professeurs ont lancé une campagne de sensibilisation avec les étudiants pour s'entendre sur un but commun afin qu'ils puissent comprendre les objectifs de la politique. Quelques minutes ont été utilisées durant chaque assemblée les lundis, vendredis et samedis pendant 2 semaines, pour parler de l'importance de la nécessité d'une enquête d'analyse de base dans le développement de la politique. Un projet de questionnaires a été élaboré et testé avec un groupe d'étudiants et de membres du personnel pour jauger le niveau d'acceptation et obtenir les contributions et les engagements avant l'administration du questionnaire définitif.

Malgré tous les efforts déployés pour faire participer les étudiants à l'enquête, seul 26% des personnes ont pu finalement être interrogées ; ce qui indique que, soit de nombreux jeunes n'ont pas encore le désir de partager leurs sentiments soit le questionnaire a été distribué à un moment inopportun puisque c'était en plein examen de fin de semestre. Ce problème n'a pas été envisagé et cela a affecté la programmation au sein du processus de développement de la politique.

Cependant, l'enquête a permis d'évaluer la connaissance, le comportement et la pratique concernant le VIH/SIDA par le personnel et les étudiants et jauger l'engagement de la direction envers tout le processus.

L'institution manquait d'un ordinateur et d'une imprimante au début du développement du processus. Ce fait a entravé la préparation et la production des documents et a exercé une grande pression sur le personnel qui devait combiner leur travail quotidien avec les responsabilités en rapport avec les activités concernant le VIH/SIDA. L'acquisition d'un ordinateur a été rendue possible par le financement de ADEA/WGHE et a facilité la préparation et la production du matériel pour l'enquête et des documents pour les ateliers et séminaires. Cet équipement a été d'une grande contribution et a permis de ne pas perdre du temps à certains niveaux où il y aurait eu de retard.

SOUTIEN ET RESSOURCES NECESSAIRES

Le Centre de Highridge est spécialement reconnaissant à ADEA/WGHE pour l'avoir interpellé sur le développement d'une politique institutionnelle sur le VIH/SIDA et pour avoir apporté son soutien financier, ce qui est un facteur déterminant dans le succès de l'élaboration de la politique. L'institution avait l'engagement et la conviction qu'une politique était nécessaire pour la prévention, le contrôle et la réduction du VIH/SIDA, mais n'avait pas la capacité et les ressources appropriées pour développer une politique. La somme de 10.000 \$US de l'ADEA/WGHE a financé la tenue d'ateliers et de séminaires de plaidoirie, la production de matériel de l'enquête de base et de l'information pour les participants, les services –de consultations et la publication du document de politique. Le Centre de Formation a acquis un ordinateur et une imprimante pour les activités concernant le VIH/SIDA et d'autres fonctions. Le Centre sera bientôt connecté sur Internet. Le Centre de Highridge n'aurait pu élaborer sa politique avec succès sans le soutien de ADEA/WGHE.

En élaborant la politique, le Centre de Formation a bénéficié des idées et de la connaissance de plusieurs intervenants. Une contribution inestimable et un soutien de la part de l'unité de contrôle du SIDA du Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie (MOEST) ont été enregistrés. Cette unité est responsable de la coordination et de l'intégration du problème du VIH/SIDA au centre des fonctions du Ministère et est financée par le Conseil National de la Lutte contre le SIDA (NACC).

L'Institut kenyan de l'Éducation (KIE), le département technique des cours du MOEST, ont abrité l'un des ateliers sur la prévention et la plaidoirie les plus importants. L'institut a présenté la politique du gouvernement sur les enseignements donnés sur le VIH/SIDA dans les écoles et les institutions supérieures. Leur contribution majeure a entraîné la bonne élaboration des stratégies et méthodes d'intégration et a permis d'insuffler les informations sur le VIH/SIDA contenues dans les guides d'enseignants et les manuels des élèves du KIE, dans les programmes du Centre qui étaient concernés par la politique développée.

Pour le Centre de Formation, il était absolument nécessaire d'impliquer le soutien externe d'un expert juridique au cours du processus de développement de la politique. Le Président du Groupe de Travail sur les lois concernant le VIH/SIDA au Kenya, a pris part à notre principal atelier et séminaire des partenaires. Les questions soulevées au cours de ces forums vont de l'existence d'un cadre légal pour informer sur le VIH/SIDA, aux implications spécifiques légales de notre politique institutionnelle sur les conseils et les tests ; la religion; la culture; l'admission d'étudiants et l'emploi de personnel; la confidentialité; la discrimination et la stigmatisation, la recherche et le développement de l'information ; les partenariats et la collaboration externes et internes ; la prévention et le contrôle du VIH/SIDA au sein de l'institution qui seraient couverts par la politique.

La Fédération kenyane des Employeurs (FKE) et l'Union Nationale Kenyane des Enseignants (KNUT) ont discuté en tant que partenaires, des codes de conduite par rapport au VIH/SIDA sur notre lieu de travail et les raisons d'un tel code. Certaines des questions discutées sur le développement de la politique pour les programmes de prévention et d'éducation sur le SIDA comprennent : l'impact du VIH/SIDA sur les organisations comme la nôtre ; la protection de l'employé de la stigmatisation et de la discrimination; les changements raisonnables dans les mesures de travail; les moyens de protection et les stratégies pour combattre la pandémie du VIH/SIDA. Ces questions ont été abordées par la politique.

Le Ministère de la Santé (MOH) et les médecins ont soutenu le Centre de Formation au cours du processus en offrant des publications et affiches récentes pour donner les informations nécessaires sur la pandémie du VIH/SIDA au Kenya et les interventions médicales disponibles, avec la possibilité de les intégrer dans notre politique selon nos besoins.

Les Services Maokwa ont fait des consultations. Ils ont contribué à l'élaboration du projet de questionnaire pour l'enquête de base et ont analysé les données. L'Agence de consultation a aussi fait un projet de document de politique et a supervisé le processus de son impression et de sa production.

La contribution de tous les participants et organisations ci-dessus dans le processus de développement de notre politique sur le VIH/SIDA est reconnue. Leur désir de partager l'information, la connaissance, les expériences et les projets, et leur engagement à faire face au défi engendré par la pandémie du VIH/SIDA au Kenya est apprécié.

BOG, le personnel et les étudiants, les membres du Programme HASP et le Comité sur le VIH/SIDA avaient pour mission de développer une politique institutionnelle sur le VIH/SIDA pour le Centre de Formation Pédagogique de Highridge (HTC). Leur détermination et leur engagement à la tâche sont très sincèrement reconnus.

Le Centre de Highridge est déjà en train d'intégrer les résultats de la politique dans ses programmes en cours et espère être soutenu et renforcé dans son engagement et sa détermination de surmonter cette menace pour notre pays et notre continent mère, l'Afrique.

LECONS PRATIQUES RETENUES

L'institution est une unité d'un secteur et ses membres communiquent entre eux sur un plan personnel. La communication entre l'administration et les enseignants a généré un tel sens de partenariat que toutes les parties vont dans la même direction pour le succès et la durabilité de tout processus. Les étudiants et les professeurs sont les groupes cibles principaux de la politique et doivent être intégrés comme des participants importants dans tous les aspects des programmes sur le VIH/SIDA de l'institution. Les membres du groupe cible ne doivent pas simplement être des bénéficiaires de la politique ; mais ils doivent aussi participer à son développement et à sa mise en œuvre. Un environnement qui crée la collaboration interne, renforce la compréhension et le soutien de/au sein de l'institution pour le développement de la politique sur le VIH/SIDA. Les membres, non seulement s'identifieront à cette politique, mais aussi, ils se l'approprient.

D'abord, un système de réseau efficace a aidé l'institution à identifier les partenaires engagés à collaborer dans l'élaboration de ses actions pour répondre aux défis imposés par le VIH/SIDA dans la politique. Etablir des réseaux est fondamental pour garantir des ressources en vue de soutenir le développement de la politique. L'engagement de l'institution est soutenu et renforcé. Le partenariat avec ADEA/WGHE a consolidé l'engagement du Centre de Highridge à développer sa politique. La réalisation de l'engagement financier de ADEA/WGHE a soutenu le développement du processus de développement de la politique. Les chances de succès du Centre de Highridge dans la mise en œuvre de la politique sont donc très élevées parce que le processus de développement de la politique a introduit de nouvelles orientations qui méritent d'être suivies pour un soutien à long terme.

Deuxièmement, l'élaboration de la politique est en elle-même une affirmation de l'engagement du Centre de Highridge et sa détermination à jouer un rôle clé dans les campagnes de prévention et de plaidoirie pour le contrôle de la pandémie du VIH/SIDA. Le Centre de Highridge est engagé à s'impliquer davantage et à utiliser les opportunités disponibles pour lutter contre le VIH/SIDA parmi les jeunes étudiants, en particulier les étudiantes de l'institution.

En fin de compte, la plaidoirie a créé un environnement favorable pour un programme de conseil mutuel par les pairs dans l'institution. Le Directeur, quatre membres du personnel enseignant et 200 étudiants participent au programme. La plaidoirie a soutenu le programme en cours et qui devrait affecter le comportement et conduire à un changement. L'engagement de l'institution a été consolidé par ce programme pour lequel chaque participant a payé 1.200 Ksh (16 \$US) pour 52 heures. Il est facilité par les enseignants formés de l'Institut Pathfinder International de l'Université Kenyatta. Une attestation de participation au Pathfinder International/Kenyatta University est délivrée à la fin du stage. Cette attestation donne des références aux stagiaires, pour conduire des consultations de groupe dans leurs écoles et communautés. Le Centre de Formation espère mener une étude pour déterminer l'impact de ce programme dans l'institution au cours de l'année 2003/2004 et a l'intention de chercher du soutien pour cette étude. Ces actions parmi d'autres donnent quelques chances de réussite à nos initiatives dans la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA.

A PROPOS DE L'AUTEUR

Margaret Achieng Ojuando est née en octobre 1949 au Kenya et a reçu son éducation de base entre 1955 et 1969. Elle est ensuite entrée à l'Université de Nairobi en 1970, a obtenu une licence, option Education en 1973. En 1974, elle a épousé Gad Ojuando et a quatre enfants. Entre 1973 et 1998, elle a enseigné l'Anglais et la Littérature et a aussi occupé des postes administratifs dans les écoles secondaires du Kenya. Elle a abandonné ces postes en 1990/1991 pour préparer une Maîtrise en Enseignement de la Langue Anglaise avec une option de Gestion Educative à l'Université de Warwick au Royaume-Uni. Avant sa nomination comme Directrice générale du Centre de Formation Pédagogique de Highridge en janvier 2002, elle a servi brièvement comme Doyen des Etudiants à la Faculté de Sciences Pédagogiques du Kenya et comme Administrateur principal à la Commission des Services Pédagogiques. Elle a contribué au développement de l'éducation au Kenya en tant qu'enseignante, concepteur de programmes, auteur de manuels d'Anglais, productrice de radio éducative, membre de plusieurs conseils d'enseignement professionnel, de comités et associations. De 2002 à ce jour, elle a été très active dans les questions relatives au VIH/SIDA y compris la coordination avec succès des programmes sur le VIH/SIDA et le développement de la Politique du Centre de Formation Pédagogique de Highridge. Elle a visité quelques pays d'Afrique ; les USA (Caroline du Nord) ; les Emirats Arabes Unis, la Grande Bretagne et la Suède.

BIBLIOGRAPHY

- Andre',d. P; Otaala,B, ,(ed). *UNAM HIV/AIDS Policy*. Printech, Namibia.
- FKE, 2002. *FKE Code of Conduct on HIV/AIDS in the Workplace*, FKE, Nairobi.
- GOK, 2000. *Kenya National HIV/AIDS Strategic Plan*, National Aids Control Council 2000 – 2005.
- GOK, 2002. *Report of the Task Force on Legal Issues Relating to HIV and AIDS*, (Summarized Version), Government Press, Nairobi. July 2000.
- K.I.E. 1999. *Aids Education, Facilitators' Handbook*, Kenya Institute of Education. Nairobi. December 1999.
- K.I.E 1999. *Let Us Talk About AIDS; A Book for Class 1,2 and 3*. Kenya Institute of Education Nairobi. December 1999.
- K.I.E 1999. *Let Us Talk About AIDS; A Book for Class 4 and 5*. Kenya Institute of Education. Nairobi. December 1999.
- K.I.E. 1999. *Let Us Talk About AIDS. A Book for Class 6,7 and 8* Kenya Institute of Education. December 1999.
- MOEST, 2003. *Report of the Task Force on Implementation of Free Primary Education*, Jomo Kenyatta Foundation: Nairobi.2003.
- MOH. 2001, *National Guidelines for Voluntary Counseling and Testing*. NASCOP, Nairobi. 2001.
- MOH 2002. *National Home-based Care Programme and Service Guidelines*, NASCOP, Nairobi. 2002.
- MOH. 2002. *National Guidelines, Prevention of Mother-to-child HIV/AIDS Transmission (PMCT)* NASCOP, Nairobi. 2002.
- Muraah, W.M and Kiarie, W.N.2001. *HIV and AIDS, Facts that could change your Life*, English Press, Nairobi.
- NACC, 2002. *Mainstreaming Gender into the Kenya National HIV/AIDS Strategic Plan, 2000 – 2005*, NACC, Nairobi. November 2002.
- Nation Media Group, Daily Nation, Newspaper, May 18,2003. *AIDS Therapy: The Real Challenge*, Nation Media Group, Nairobi.
- Pathfinder International, 2002. *Envisioning a Future Without AIDS*, Annual Report, Pathfinder.
- Pathfinder International. *Responding to HIV/AIDS*. Fact Sheet. Kenya.
- Johnston, T. 2000. *The Adolescent AIDS Epidemic in Kenya*. A Briefing Book. New World Printers, Nairobi. 2000.

Tabifor, H. 2002. *The Dignity of Human Sexuality and the AIDS Challenge*, Alpha and Omega, Nairobi. 2000.

UNAIDS, *Strategic Options for HIV/AIDS Advocacy in Africa*. UNAIDS.

UNAIDS, 2002. *Education and HIV/AIDS*, Modeling the Impact of HIV/AIDS on Education Systems, A Training Manual. The 2nd in a series of publications for the Assessment, Prevention and Mitigation of the Impact of HIV/AIDS on the Education Sector. November 2000.

UNESCO. 1994. *The Impact of HIV/AIDS on Education: Report on an International Institute for Educational Planning (IIEP)*, Paris, 8 – 10 December, 1993. IIEP April 1994.

UNICEF, 2000. *School Health*, Focusing Resources on Effective School Health: a FRESH Start to Enhancing the Quality and Equity of Education. World Education Forum 2000, Final Report.